

# GE\_GERICHTE A/954/2018 vom 19. April 2018

GE Cour de justice, 2018-04-19, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_A\\_954\\_2018](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_954_2018)

FR: GE\_GERICHTE A/954/2018 du 19 avril 2018

IT: GE\_GERICHTE A/954/2018 del 19 aprile 2018

## Regeste

IRRECE | ORFI.9.al2

## Erwägungen

### E. 11

mai 2018 à : - A\_\_\_\_\_ et B\_\_\_\_\_ - C\_\_\_\_\_ SA c/o Me TUNIK Daniel Lenz & Staehelin Route de Chêne 30 Case postale 615 1211 Genève 6. - Office des poursuites . EN FAIT A. a. Dans le cadre des poursuites en réalisation de gage immobilier no 15 xxxx54 W requises à l'encontre de A\_\_\_\_\_ et B\_\_\_\_\_ par la C\_\_\_\_\_ SA, portant sur la parcelle n°1\_\_\_\_\_, sise D\_\_\_\_\_, commune de E\_\_\_\_\_, l'Office des poursuites (ci-après : l'Office) a informé les précités, par courrier recommandé du 5 mars 2018, que ledit immeuble avait été expertisé à 3'600'000 fr., soit le montant retenu par F\_\_\_\_\_, architecte, mandatée par ses soins. ![/endif]>![if> b. Par pli daté du 12 mars 2018, A\_\_\_\_\_ et B\_\_\_\_\_ ont requis une nouvelle estimation de l'immeuble en cause. c. Par ordonnance du 19 avril 2018, la Chambre de céans a invité les précités à verser une avance de frais de nouvelle expertise, en 2'300 fr., dans les 10 jours dès la notification de cette ordonnance, cela sous peine d'irrecevabilité. d. Selon les informations fournies par La Poste ("Track & Trace"), le pli recommandé contenant ladite ordonnance a été distribué à A\_\_\_\_\_ et B\_\_\_\_\_ le 20 avril 2018. e. Les Services financiers du Pouvoir judiciaire ont informé le greffe de la Chambre de surveillance, par courriel du 4 mai 2018, de ce qu'ils n'avaient pas reçu l'avance de frais précitée dans le délai imparti. EN DROIT 1. Aux termes de l'art. 9 al. 2 ORFI, chaque intéressé a le droit d'exiger, en s'adressant à la Chambre de surveillance, dans le délai de dix jours après avoir pris connaissance de la 1 ère expertise (art. 17 al. 2 LP) et moyennant avance des frais, qu'une nouvelle estimation de l'immeuble soit faite par des experts (arrêts du Tribunal fédéral 7B.79/2004 consid. 3.2 et 7B.126/2003 ).![/endif]>![if> En l'espèce, après avoir eu connaissance du résultat de l'expertise réalisée par l'expert mandaté par l'Office, les poursuivis ont requis qu'une nouvelle estimation de l'immeuble soit ordonnée par la Chambre de surveillance. Les requérants n'ayant toutefois pas procédé à l'avance préalable des frais d'expertise dans le délai de 10 jours imparti par ordonnance du 19 avril 2018, leur requête de nouvelle expertise doit être déclarée irrecevable. 2. Il est statué sans frais ni dépens.![/endif]>![if> \* \* \* \* PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance : Déclare irrecevable la requête de nouvelle expertise A/954/2018 formée le 12 mars 2018 par A\_\_\_\_\_ et B\_\_\_\_\_ dans le cadre des poursuites en réalisation de gage immobilier n°15 xxxx54 W et 15 xxxx55 V. Siégeant : Monsieur Patrick CHENAUX, président; Madame Pauline ERARD et Madame Nathalie RAPP, juges; Madame Véronique PISCETTA, greffière. Le Président : Patrick CHENAUX La greffière : Véronique PISCETTA Voie de recours : Le recours en matière civile au sens de l'art. 72 al. 2 let. a de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110) est ouvert contre les

décisions prises par la Chambre de surveillance des Offices des poursuites et des faillites, unique autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite (art. 126 LOJ). Il doit être déposé devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, dans les dix jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la présente décision (art. 100 al. 1 et 2 let. a LTF) ou dans les cinq jours en matière de poursuite pour effets de change (art. 100 al. 3 let. a LTF). L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire. Le recours doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, en quoi l'acte attaqué viole le droit et les moyens de preuve, et être signé (art. 42 LTF). Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.